

ELECTION PRESIDENTIELLE 2025 : APPEL DU GECAM POUR UN SURSAUT ECONOMIQUE

A dix ans de l'échéance fixée dans la Vision Cameroun 2035 pour atteindre l'émergence économique, les progrès vers les objectifs d'industrialisation, de construction d'infrastructures, d'amélioration de la gouvernance, de renforcement du capital humain et de qualité du climat des affaires accusent un retard préoccupant.

Ce retard dans la mise en œuvre des grandes orientations économiques se traduit, dans la réalité quotidienne, par des difficultés croissantes pour les Entreprises, qui peinent à libérer pleinement leur potentiel de création de richesse, d'emplois et d'innovation.

Soixante-cinq ans après son indépendance, notre pays aborde un tournant décisif de son histoire économique. Le temps est venu d'un indispensable sursaut collectif pour remettre l'économie au cœur du projet national.

A l'heure où se peaufinent et se finalisent les idées et les politiques publiques qui seront présentées aux électeurs comme programmes pour le scrutin présidentiel du 12 octobre 2025, il est essentiel que, les priorités des Entreprises de toutes tailles et de tous secteurs d'activité, qui constituent le moteur de la croissance, de l'emploi et de la transformation structurelle, soient prises en compte de manière concrète et ambitieuse par les candidats à la magistrature suprême.

L'échéance en vue est importante et le moment politique l'est encore plus pour la nation. Sans prétendre s'immiscer dans le champ politique ni interférer dans les choix des électeurs, le Groupement des Entreprises du Cameroun (GECAM) estime de son devoir de porter à la connaissance des acteurs politiques et économiques, les préoccupations et attentes légitimes du Secteur Privé national.

De nombreux obstacles continuent à compromettre la performance de l'économie : déficit d'infrastructures, instabilité des cadres réglementaires, complexité et lenteur des procédures administratives, pression fiscale excessive, accès insuffisant au financement et persistance de pratiques corruptives.

À ces défis internes, s'ajoute une conjoncture internationale incertaine et anxiogène, qui freine les dynamiques d'investissement et affaiblit la capacité de résilience du tissu productif.

Dans un tel contexte, le GECAM rappelle avec force, que les Entreprises ont besoin de visibilité, de sécurité juridique et de lisibilité dans l'action publique, pour pouvoir investir durablement.

Il souligne également que la confiance des agents économiques nationaux et internationaux dans un cadre institutionnel démocratique est essentielle pour renforcer l'attractivité du pays, garantir la stabilité sociale, et soutenir la relance économique.

Il en appelle donc aux Institutions chargées de la gestion de l'ensemble du processus électoral à œuvrer afin que toutes les conditions soient réunies, pour assurer un scrutin transparent, seul véritable gage de crédibilité, de confiance et de paix durable.

Aux candidats à la fonction présidentielle, le GECAM exprime l'espoir que la campagne électorale qui s'ouvre soit l'occasion d'un véritable débat d'idées, fondé sur des programmes et des projets clairs, crédibles, chiffrés et dont l'impact potentiel et réel sera mesurable.

Depuis plusieurs années, le Secteur Privé a joué son rôle de pourvoyeur d'idées, à travers de nombreuses propositions ; il a contribué à identifier des leviers concrets pour améliorer l'état des infrastructures, promouvoir l'industrialisation, soutenir l'entrepreneuriat formel, renforcer la compétitivité de notre économie, et améliorer la gouvernance économique.

Malheureusement, nombre de ces propositions sont restées sans suite, ou n'ont été que partiellement ou tardivement appliquées.

C'est la raison pour laquelle nous serons attentifs aux programmes des candidats et notamment aux mesures qu'ils proposent pour :

- Reformuler notre système fiscal ;
- Accélérer le développement des infrastructures ;
- Mettre un terme aux délestages électriques ;
- Digitaliser efficacement les services publics ;
- Garantir une sécurité juridique et judiciaire renforcée ;
- Assurer la stabilité et la lisibilité des incitations à l'investissement ;
- Adapter les formations aux besoins réels de l'économie ;
- Soutenir activement l'industrialisation et la souveraineté productive.

Car l'élection présidentielle du 12 octobre 2025 ne saurait être un simple rendez-vous politique de routine. Quel qu'en soit le vainqueur, ce scrutin doit marquer une rupture avec un modèle à bout de souffle.

Le scrutin à venir représente donc une opportunité historique de refonder notre République, autour d'un État au service des citoyens, garant des libertés, de la justice économique et du progrès partagé.

Dans cette ère nouvelle à laquelle le Cameroun aspire, l'Entreprise ne peut plus être reléguée au second plan. Elle est reconnue par tous les acteurs du marché politique national comme le socle incontournable du développement, comme une créatrice de solutions, d'emplois, de cohésion et de souveraineté.

La refondation attendue ne pourra réussir sans un partenariat sincère, structuré, mutuellement profitable et durable entre l'État et le Secteur productif.

Le GECAM se tiendra prêt à accompagner le gouvernement qui sera mis en place par le Président élu, dans un esprit de responsabilité et d'engagement – non pas en spectateur – mais en partenaire exigeant et constructif, promoteur de réformes ambitieuses, au service d'une croissance plus robuste, plus inclusive et tournée vers l'avenir.

C'est dans ce contexte que le GECAM exhorte tous les capitaines d'industrie de toutes les régions du pays et de tous les secteurs d'activité, les commerçants, entrepreneurs et entrepreneurs, à ne pas céder au découragement et à continuer de jouer leurs rôles de catalyseurs d'idées neuves, de créateurs de richesses et d'emplois, d'inventeurs de solutions et de bâtisseurs d'avenir.

En ces temps où se dessinent les choix qui engageront l'avenir du Cameroun, la lucidité, la responsabilité et la vision à long terme devront guider vos décisions, nos décisions.

Contribuons à bâtir avec l'Etat, un nouveau contrat économique pour l'émergence.

Célestin TAWAMBA
Président

